Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/lha/266>

DOI: 10.4000/lha.266

ISSN: 1960-5994

Publisher

Association Livraisons d'histoire de l'architecture - LHA

Printed version

Date of publication: 10 June 2011

ISSN: 1627-4970

Electronic reference

Jean-Michel Leniaud, « Noir sur blanc », *Livraisons de l'histoire de l'architecture* [Online], 21 | 2011, Online since 17 June 2014, connection on 23 April 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lha/266> ; DOI : 10.4000/lha.266

This text was automatically generated on 23 April 2019.

Tous droits réservés à l'Association LHA

Noir sur blanc

Jean-Michel Leniaud

- 1 La présente Livraison, issue d'une journée d'études organisée par les Archives nationales à l'hôtel de Soubise, offre la panorama actualisé des sources de l'histoire de l'architecture du XIXe siècle et des instruments de travail qui en permettent l'accès. À la lecture, on en comprend l'importance : elle se situe à la hauteur même de l'intérêt que les gouvernement successifs ont accordée à la commande architecturale à cette époque-là. Il en résulte un ensemble numériquement considérable de dessins, de calques, d'esquisses et de croquis qui fait des Archives nationales le plus riche des « musées » de France en documents graphiques. Le moins connu aussi et probablement aussi le plus en péril tant il paraît difficile d'offrir à chaque unité graphique d'idéales conditions de conservation. Mais aussi le plus original car, si dans tous les plus musées des « beaux-arts », les conservateurs limitent leur intérêt aux œuvres exceptionnelles sous l'angle artistique, les dépôts d'archives, en revanche, se fixent comme objectif de conserver la totalité des fonds graphiques qu'ils détiennent : il paraît dès lors possible d'entrer dans la compréhension du processus de création grâce au rassemblement et à l'analyse des différentes étapes des projets.
- 2 L'étude des archives devrait, en outre, permettre de comprendre quelle conception l'État s'est faite d'une politique de l'architecture. La première question qui vient à l'esprit concerne l'évolution des moyens financiers que les différents gouvernements ont mis à disposition d'une telle politique. Malheureusement, dans l'état actuel des connaissances, on ne peut pas y répondre car personne ne s'est encore avisé d'additionner les différentes lignes budgétaires consacrées à l'entretien, la construction et la décoration des bâtiments destinés aux institutions publiques ni de dresser l'évolution chronologique des résultats. On devine que la monarchie de Juillet a fait de la commande architecturale le fer de lance de sa politique, que le Second Empire a amplifié et stabilisé le processus et qu'une récession budgétaire s'est progressivement installée au cours de la IIIe République. Mais c'est le détail de ces variations qu'on aspire à connaître, variations chronologiques, géographiques et programmatiques, si l'on veut bien désigner ainsi la typologie des bâtiments construits.

- 3 Outre l'évolution des moyens financiers mis en œuvre, l'histoire de la politique architecturale de l'État devrait prendre en compte les variations de la participation de ses partenaires : départements, communes, établissements publics, hôpitaux, fabriques, etc. On y verrait plus clairement les futures collectivités locales fermement incitées à construire tantôt des tribunaux, des hôpitaux psychiatriques, bâtiments à la charge de départements ou encore des églises, puis des écoles, dépendant toutes de l'incitation communale ; et en particulier, la Ville de Paris avec son régime d'exception qui la conduit, par exemple, à prendre en charge la constriction de la Sorbonne. Et on comprendrait mieux le rôle incitatif de l'État dans la définition, selon les époques, des équipements architecturaux à construire.
- 4 Car l'histoire de la politique consiste en priorité à mettre en adéquation l'évolution des moyens mis en œuvre avec la définition des besoins et des objectifs. Elle se nourrit à cet égard de l'analyse des programmes soumis aux architectes, non seulement sous l'angle de la typologie (bâtiments judiciaires, hospitaliers, religieux, éducatifs, etc.) mais sous celui de la complexification des besoins exprimés pour chaque type de programme : l'expression de ceux-ci se formule sous l'Empire en des termes beaucoup plus sommaires qu'à la fin du XIXe siècle et décrire le processus permet de mieux comprendre ce qu'avec l'expérience du temps, l'État attend, selon les époques, d'une préfecture ou d'un lycée.
- 5 Une histoire de la politique architecturale doit encore chercher à comprendre si l'État a prononcé de façon délibérée ou implicite des choix esthétiques ou si, au contraire, il s'en est remis à de petits groupes d'architectes choisis selon des critères éclectiques. La question n'est pas facile à résoudre mais y répondre permettrait de savoir si c'est l'État qui, par le truchement de ses hauts fonctionnaires, a choisi les modalités de son autoreprésentation architecturales ou, autrement dit, s'est fixé les traits de son visage construit ou si, au contraire, ces transformations résultent d'une évolution du goût collectif.
- 6 Bien certainement, l'histoire d'une politique architecturale de l'État doit prendre d'autres facteurs en considération : les transformations qui marquent la formation des architectes à l'École des beaux-arts et, plus tard, dans les écoles régionales ; l'évolution des modalités de travail, à l'agence et dans les rapports avec l'administration maître d'ouvrage et avec les services payeurs ; et pour finir, l'analyse des modalités de rémunération en rapport avec l'évolution des prestations attendues.
- 7 Il faudrait enfin analyser avec le regard de l'économiste les conséquences de la politique architecturale de l'État, la variation des coûts du bâtiment, les transformations des entreprises, les incitations données à la production des matériaux, les uns « habituels » (pierre, bois, chaux, etc.), les autres fabriqués de façon artificielle et selon des procédés de plus en plus industrialisés.
- 8 Et, pour finir, une dernière question se poserait : l'État du XIXe siècle s'est-il réellement fixé une politique architecturale ou s'est-il contenté de suivre le courant des choses de façon réaliste et plus ou moins opportuniste. À cette question, il n'est pas non plus possible de répondre. À défaut, les présentes Livraisons permettront d'affiner les questions.